

Moien - Welcome - Namasté

4/2020



L'année 2020, une année hors normes

L'année 2020, qui a été marquée par la crise du Coronavirus, touche à sa fin. Depuis avril, nous travaillons d'arrache-pied avec nos partenaires en Inde et au Népal pour soutenir les personnes les plus vulnérables à faire face à la pandémie. Cette dernière n'a fait qu'amplifier les problèmes d'inégalités, de sécurité alimentaire, d'insécurité et de violation des droits humains.

Grâce à votre soutien, nous avons, entre autres, pu soutenir plus de 7 000 familles en leur distribuant de la nourriture et des kits d'hygiène. Les familles ont également été sensibilisées aux mesures de distanciation sociale et d'hygiène dans les villages. Certains de ces bénéficiaires nous ont vivement remerciés lors de réunions virtuelles organisées par nos partenaires locaux. Notre soutien est venu à un moment très crucial et les a énormément aidés à sécuriser leurs moyens de subsistance.

2020 a été marquée par un autre événement majeur. Le gouvernement indien a durci mi-octobre les règles concernant les fonds en provenance de l'étranger au bénéfice des ONGs locales. Les règles renforcent clairement le contrôle du gouvernement sur la société civile, mais nous sommes confiants de pouvoir continuer à opérer dans le pays à court et à moyen terme. L'annonce a mis tout le secteur non-gouvernemental indien en branle-bas-de-combat, et beaucoup de solutions ont pu être trouvées, au cas par cas.

Une des nouvelles obligations pour chaque ONG indienne est d'ouvrir un compte bancaire auprès de la banque d'Etat (State Bank of India), succursale de New Delhi, d'ici au 31 mars prochain. Ce nouveau compte sera le seul sur lequel elles pourront recevoir des fonds de l'étranger. Depuis que les nouvelles règles sont entrées en vigueur, nous avons transféré des fonds en Inde sans rencontrer de problème, et la mise en œuvre de nos projets continue comme prévu.

Comme toujours, les structures les plus petites vont souffrir le plus, que cela soit en Inde ou au Luxembourg, mais nos partenaires et nous-mêmes sommes des organisations établies de longue date et avec les reins solides. De plus, des discussions sont en cours entre le Ministère des Affaires Etrangères et Européennes (MAEE) et les ONGs luxembourgeoises encore actives en Inde. Il observe la situation et continue de soutenir nos initiatives.

Perspectives 2021

Malheureusement notre bazar traditionnel Inde-Népal ne pourra pas avoir lieu en février 2021.

Les conditions sanitaires et de distanciation sociale actuellement en vigueur ne nous permettent pas d'organiser un tel événement. Nous explorons actuellement d'autres alternatives de récolte de fonds et nous ne manquons pas de vous les communiquer au courant



du mois de janvier.

Au courant de l'année 2020, AEIN a également négocié un nouvel accord-cadre projets avec le MAEE portant sur une période de 3 ans, de janvier 2021 à décembre 2023, avec un budget global de plus de 3.1 mio d'Euros. Nous signerons le nouveau contrat avec le MAEE début février 2021.

L'objectif de ce nouveau programme est l'autonomisation des groupes sociaux les plus vulnérables (jeunes, femmes et filles) dans des communautés rurales d'Inde et du Népal. Nos actions toucheront aux domaines des droits, de l'éducation, de la santé et du développement économique. Les bénéficiaires directs seront plus de 126'700 personnes. Nous vous informerons plus en détail de nos nouvelles actions dans le prochain bulletin.

L'année 2021 s'annonce très incertaine.

L'impact de la pandémie du Covid-19 a déclenché une tragédie socio-économique en Inde et au Népal. Les personnes les plus vulnérables ont plus que jamais besoin de notre soutien. Nos partenaires et bénéficiaires font preuve d'un courage et d'une bienveillance hors normes pour faire face à l'impact de la crise du Covid-19 et aux mesures gouvernementales de plus en plus répressives. Nous faisons tout pour être à la hauteur et les soutenir pour faire valoir leurs droits. Nous espérons pouvoir compter sur votre soutien et votre générosité !

Nous vous souhaitons d'ores et déjà de belles fêtes de fin d'année. Espérons que 2021 se présentera sous de meilleurs augures.

Françoise Binsfeld

Notre projet de santé au Jharkhand fait front au Covid-19



Le virus n'a pas empêché les enfants de nos crèches au Jharkhand, Inde, qui sont fermées depuis le 23 mars, de recevoir des rations alimentaires. Notre partenaire local Ekjut en distribue chaque mois aux familles de 103 enfants. Une attention toute particulière est donnée aux enfants mal nourris au travers de visites à domicile et de conseils des employés des crèches.



En attendant que les crèches peuvent de nouveau ouvrir, les employés ont réparé et peint les bâtiments pour les rendre plus joyeux et adaptés aux enfants. Ils ont également créé des jouets en papier et en bois pour les enfants.



Dans les villages de notre projet Ekjut à West Singhbhum, Jharkhand, nos coordinateurs de jeunesse et d'autres adolescents ont aidé 716 personnes et 422 ménages à obtenir leurs cartes de rationnement, leur permettant ainsi d'accéder à une alimentation abordable.



Pour commémorer le mois d'action mondiale, les jeunes des villages du bloc Khuntpani ont organisé un programme de sensibilisation sur les droits de l'enfant et le travail des enfants. Ils ont réalisé des affiches, écrit des chansons et des histoires liées aux dangers du travail des enfants.

Appel aux dons - Campagne pour assurer le droit à l'éducation pour tous les enfants

AEIN soutient financièrement le partenaire indien PECUC dans ses efforts d'éliminer le travail des enfants et de garantir un accès à une éducation de qualité aux enfants de 25 villages du bloc de Sampatna dans le district de Keonjhar, Etat de l'Odisha.

Le bloc de Sampatna est arriéré sur le plan éducatif et économique. Un nombre important de familles sont sans terre et dépendent donc des revenus d'un travail journalier. La plupart d'entre eux vivent en dessous du seuil de pauvreté et doivent chercher d'autres options de revenus que l'agriculture.

Il y a également un grand nombre d'enfants qui abandonnent l'école, en particulier les filles qui appartiennent aux communautés tribales. Les principales raisons sont la pauvreté, l'analphabétisme des parents, le coût

d'opportunité élevé de ces enfants, les obstacles socioculturels qui empêchent les filles d'aller à l'école, la mauvaise santé et l'état nutritionnel des enfants et le manque d'infrastructure de base des écoles.

La méthodologie utilisée par PECUC est d'abord de sortir les enfants du milieu du travail, de les (re)scolariser, de soutenir leur éducation et d'offrir des formations continues aux enseignants. Au niveau communautaire, la protection des enfants sera assurée par l'application des lois existantes et le respect de leurs droits, ainsi que par leur participation aux conseils et réunions villageois.

Un deuxième volet du projet est d'émanciper les mères de famille pour faire respecter leurs droits, pour réduire la violence, et leur donner la force de défendre les enfants, et puis de





renforcer les moyens de subsistance. Enfin, il faut organiser la sensibilisation des autorités, créer des ateliers où on explique et appuie les revendications des droits à l'éducation des petits, des écoliers, des plus grands enfants et des jeunes. Ces pressions s'exerceront progressivement au niveau des villages, des communes, des blocs, des districts, et de l'Etat lui-même.

En outre, PECUC éduque les jeunes dans les villages pour leur donner la formation aux principes de vie, d'éducation, de respect de la nature, de l'écologie, de la propreté et de la réduction de l'impact de la pollution qui est intense (sol, air, eau). On veut leur apprendre comment influencer les adultes et l'éducation. Et puis leur donner une formation professionnelle adéquate.

La situation actuelle de la pandémie Covid-19 a aggravé la situation des enfants. Les écoles sont fermées depuis mars 2020. En raison de la fermeture des écoles, le taux d'abandon, le

travail des enfants, le mariage des enfants, le trafic d'enfants, la malnutrition, les abus sexuels sur les enfants et les cas de maladie mentale sont en augmentation. Par conséquent, il y a un besoin accru de soutenir l'éducation des enfants et de les protéger de toute forme de violence en situation post-confinement.

Dans les 25 villages (population totale 10,675 personnes), les groupes cibles sont sélectionnés parmi les plus pauvres et démunis, principalement des Adivasis (indigènes), mais aussi en tenant compte de leur influence possible sur les autres membres de leur communauté. Quelque 7'069 enfants de 6 à 14 ans sont directement touchés, soit éduqués dans une école réglementaire, soit par le biais d'une éducation non-formelle. Une attention particulière est prêtée aux enfants avec besoin spéciaux. Les mamans des enfants sont organisées en groupements de femmes et elles commencent des activités génératrices de revenu. De plus, 50 adolescents poursuivent

leur éducation professionnelle. Le budget du projet sur la période de janvier à décembre 2021 est de 25 000 Euros. Cette dernière année du projet sera financée sur fonds propres pour assurer la durabilité des résultats du projet post Covid-19. Nous avons déjà pu récolter 10 000 Euros grâce au soutien

généreux de la Fondation Candida, sous l'égide de la Fondation de Luxembourg. Nous lançons un appel aux dons et à votre générosité pour collecter les 15 000 Euros restants.



Avec un don vous pouvez contribuer à :

- formation professionnelle pour 50 adolescents (15 – 19 ans) : 25 EUR par adolescent
- organisation d'un programme culturel (musique, danse, peinture, débats entre enfants et cérémonie de remise de prix) pour 100 enfants : 350 EUR
- mise en place de 25 centres d'éducation pour les droits des enfants dans les villages cibles : 400 EUR par centre

Mention « Projet PECUC »

Adivasi aus Indien

Lernen über und von den Indigenen Indiens



Im nächsten Jahr wird AEIN ein neues Atelier zum Thema Adivasi anbieten. Adivasi ist der Sammelbegriff für alle unzähligen indigenen Völker in Indien. Sie alle haben einzigartige Kulturen und Sprachen, doch verbindet sie eine gewisse indigene Identität, welche sich in ähnlichen Tanzstilen, Malkünsten, Glaubens- und

Lebensweisen widerspiegelt.

Im ersten Teil werden die SchülerInnen das Alltagsleben, die Kultur und die Traditionen von verschiedenen Adivasi kennenlernen. Mit verschiedenen Videoclips, selbst gedreht von jugendlichen Indigenen und unseren Partnern in Orissa, werden wir über den Haushalt, die Schule, die Arbeit, und die Freizeit mit Tanz, Musik und Spielen diskutieren.

Im zweiten Teil sehen wir dann in den Videoclips die sozio-ökonomischen Probleme, welche die Adivasi täglich überwinden müssen. Sie haben ganz andere Sprachen als die, welche offiziell im Bundesstaat gesprochen werden und auch in der Schule gelehrt werden. Sie müssen ständig mit Diskriminierung zurechtkommen, wegen ihrer „einfacheren“ Lebensweise und werden auch noch von ihren Arbeitgebern ausgenutzt. Dazu kommt, dass durch die Abholzung und die Zerstörung der Biodiversität ihre traditionelle Lebensweise gefährdet ist und sie immer mehr in die Fänge der Ausbeutung fallen, weil sie nicht mehr von den Pflanzen und Tieren leben können, welche sonst in ihren Wäldern zu finden waren.

Im letzten Teil sehen wir dann, durch das Beispiel von der Poetin Jacinta Kerketta, wie man friedlich gegen diese Umstände protestieren und die eigene Identität stärken kann. Außerdem merken wir, dass wir einiges durch die Einstellung und „Andersartigkeit“ der Adivasi für unseren eigenen Umgang mit Mensch und Natur lernen können.

Devoir de Vigilance

Pour une loi nationale « droits humains et entreprises »

AEIN a récemment rejoint l'„Initiative pour un devoir de vigilance“ - une initiative qui met les entreprises face à leurs responsabilités concernant les droits de l'Homme et les risques environnementaux, leur fait prendre des mesures nécessaires pour y répondre et leur fait rendre compte publiquement des mesures adoptées.

Communiqué - Action 11.11.2020 pour une loi nationale « droits humains et entreprises » : LUXEMBOURG : ÊTRE UN BON CANDIDAT POUR LE CONSEIL DES DROITS DE L'HOMME DE L'ONU

À l'occasion de la déclaration de Jean Asselborn, Ministre des Affaires Étrangères et Européennes sur la politique étrangère du Luxembourg, l'Initiative pour un devoir de vigilance, composée de 17 organisations de la société civile (dont AEIN), a appelé le Luxembourg à être un bon candidat pour le Conseil des droits de l'Homme à l'Organisation des Nations Unies au niveau droits humains et activités économiques.

Effectivement, le Luxembourg a déposé sa candidature pour un siège au Conseil des droits de l'Homme des Nations Unies pour la période 2022-2024. Lors de sa déclaration du 10 décembre 2018 à l'occasion du 70e anniversaire de la proclamation de la Déclaration Universelle des Droits de l'Homme, le Ministre Jean Asselborn a annoncé la « présentation d'engagements et de contributions volontaires pour la protection et la promotion des droits de l'Homme dans le monde » dans le cadre de la campagne du Luxembourg pour un siège au Conseil des droits de l'Homme des Nations Unies.

Pourtant, l'Initiative pour un devoir de vigilance rappelle qu'il existe toujours « un

déséquilibre en faveur des mesures purement volontaires par rapport aux mesures contraignantes » dans le contexte économique en lien avec les droits humains. De ce fait, une loi nationale sur un devoir de diligence pour la mise en œuvre des Principes directeurs des Nations Unies relatifs aux entreprises et aux droits humains pourra renforcer une vraie protection de ces droits dans le monde.

En effet, comme en témoignent des rapports d'ONGDs et de la Commission Consultative des droits de l'Homme, les activités économiques d'entreprises luxembourgeoises dans des secteurs à risques comme p.ex. les minerais de conflit, la filière cacao, l'accaparement de terres au Sud, le secteur textile posent des défis en matière de violations potentielles ou réelles des droits humains « ici et ailleurs » comme par exemple le travail des enfants ou des dégâts environnementaux. De plus, lors de la 75e session de l'Assemblée générale des Nations Unies, le Premier Ministre Xavier Bettel a également souligné dans ce contexte, l'importance d'un engagement du Luxembourg pour les défenseurs des droits humains.

Selon Michael Forst, rapporteur spécial des Nations Unies sur la situation des défenseurs des droits de l'homme, les défenseur.e.s « travaillant sur la question des entreprises et des droits de l'homme constituaient l'une des catégories de défenseurs les plus vulnérables », car ils se heurtent à d'importants intérêts économiques. Le Luxembourg, candidat pour un siège au Conseil des droits de l'homme de l'ONU, ne pourra donc pas ignorer ces réalités. [...]

Lisez l'intégralité du communiqué sur www.aein.lu



La boutique d'AEIN est en ligne !

Nous sommes heureux de pouvoir vous présenter notre nouvelle boutique en ligne. Vous trouverez sur notre page Facebook (@aeinlux) une sélection de produits fabriqués à la main par des artisans indiens et népalais. La gamme de produits sera élargie dans les prochaines semaines. Nous sommes également en train d'explorer la possibilité d'exposer nos produits sur notre site internet.

À l'approche des fêtes de fin d'année, il ne pourrait y avoir une meilleure occasion d'offrir à vos bien-aimés un cadeau unique et solidaire. Tout bénéfice sera intégralement reversé dans nos projets de développement en Inde et au Népal. Vous pouvez ainsi exprimer votre solidarité avec nos bénéficiaires qui sont particulièrement touchés par la crise sanitaire.

Vous pouvez passer votre commande par email à shop@aein.lu ou par téléphone au 47 21 55. N'hésitez pas à passer au bureau d'AEIN au Limpertsberg pour voir toute notre gamme d'articles. Un tout grand merci pour votre générosité !



Assortiment de 4 épices + mortier 20,00 Euros



Boîte Yeux de Bouddha

40,00 Euros



Corbeille Dal + recette de cuisine

20,00 Euros

Don Ecole Nationale pour Adultes

L'accès au numérique pour tous: des ordinateurs pour le Népal

L'Ecole Nationale pour Adultes (ENAD) a fait un don d'une trentaine d'ordinateurs à l'association Aide à l'Enfance de l'Inde et du Népal (AEIN) pour un de leurs projets au Népal. Ces ordinateurs ont été remis en état par le service informatique de l'ENAD et seront transportés, en collaboration avec le Lions Club Luxembourg-Amitié, par avion-cargo au Népal. A partir de janvier 2021, le partenaire local d'AEIN, Manabiya Aastha Nepal, mettra en place deux centres d'apprentissage pour 40 enfants marginalisés dans le district de Bhaktapur. Ces enfants apprendront les bases en sciences informatiques et recevront un appui scolaire. En outre, une école communautaire pour l'éducation informelle de 60 femmes sera mise en place. Chaque année, 20 femmes recevront une éducation afin de savoir lire et écrire, et des formations en comptabilité et en marketing.

Grâce à la très bonne collaboration entre l'ENAD, le Lions Amitié et l'AEIN, les bénéficiaires pourront développer leurs compétences dans des centres de formation bien équipés.



Don Ville de Luxembourg

34 044 Euros pour soutenir les défenseuses des droits humains au Népal

Aide à l'Enfance de l'Inde et du Népal (AEIN) se réjouit du don extrêmement généreux de 34 044 Euros qu'elle a reçu de la Ville de Luxembourg pour soutenir les défenseuses des droits humains et les femmes victimes de violences dans 8 districts tout à travers du Népal.

À cause de règles et de valeurs patriarcales profondément enracinées, les femmes népalaises sont largement exclues du processus décisionnel et de développement. Les pratiques traditionnelles préjudiciables, telles que le mariage précoce, la dot, l'isolement des femmes lors de leurs règles, ou les accusations de sorcellerie engendrent la violence à l'égard des femmes.

De plus, les femmes ont un accès limité à diverses ressources telles que les activités économiques, l'accès à l'information, à l'éducation, aux soins de santé et aux services gouvernementaux.

Le projet soutenu par la Ville de Luxembourg est mis en place par notre partenaire local Women's Rehabilitation Center (WOREC) et vise à soutenir 2700 femmes et jeunes filles, et 400 victimes de violences, à revendiquer activement le respect de leurs droits. Les activités de plaidoyer sont réalisées à travers le réseau de femmes défenseuses des droits humains créé par WOREC.

AEIN exprime sa gratitude à la Ville de Luxembourg pour cette généreuse contribution pour garantir les droits de la femme au Népal.



Les Sûtras – Fäden die verbinden

AEIN freut sich sehr über die neue Zusammenarbeit mit dem kleinen luxemburgischen Unternehmen Les Sûtras, das von der indischen Unternehmerin Zenia Dutta Roy 2016 gegründete wurde. Zenia verkauft hochwertige Produkte, wie Schals, Kissenbezüge, Tisch- und Bettwäsche, die von indischen Kunsthandwerkerinnen mit Sorgfalt hergestellt werden. Jedes Produkt ist ein Unikat und kann nach Wunsch personalisiert werden.

Die Schals bestehen hauptsächlich aus natürlichen Stoffen, einschließlich reiner Seide, reinem Kaschmir, Wolle und zarten Mischungen. Für jeden Verkauf eines Schals, fließt ein Teil des Umsatzes in die Schulausbildung von Kindern in unserem Projekt in Odisha, Indien. Überraschen Sie ihre Liebsten mit einem außergewöhnlichen Geschenk an Weihnachten und unterstützen Sie unser Schulprojekt und Le Sûtras Weberinnen in Indien!

Besuchen Sie Zenia in ihrem kleinen Laden im Stadtzentrum von Diekirch (in der Grand Rue, 17).

Öffnungszeiten: Donnerstag, Freitag und Samstag von 11:00 bis 17:00 Uhr.

Weitere Infos zu Les Sûtras finden Sie auf <https://lessutrasorg.wordpress.com/> oder auf Facebook - @Lessutras.





EDUCATION IS KEY

BUY A SCARF, EDUCATE A CHILD.

For every Les Sûtras scarf you buy, a portion of the sale is donated towards providing quality education for children in Odisha, India.

In collaboration with Luxembourg-based Non-Government Organisation

 Aide à l'Enfance
de l'Inde et du Népal

 www.aein.lu  @aeinlux



les Sûtras

 www.lessutras.com  @Lessutras



Merry Christmas and a Happy New Year!



Aide à l'Enfance de l'Inde et du Népal wënscht all senge Frënn, Donateuren, Partenairen, Mataarbechter a Memberen Schéi Feierdeeg an e gutt neit Joer !

Im Schatten des Wirtschaftsbooms – Der Aufstand der Adivasis und Dalits in Indien

Andreas Becker

Draupadi Verlag: ISBN: 978-3-945191-41-5



In Zeiten des Lockdown habenviele von uns wieder vermehrt zu Büchern gegriffen. Wenn Sie schon alle Bücher zu Hause gelesen haben, wie wäre es dann mit diesem Buch von Andreas Becker?

Der Aufstand der Adivasis und Dalits – so heißt der Untertitel dieses Buches, der jedoch direkt ein wenig irreführend ist. Der Autor geht viel mehr auf die Aktivitäten der Maoisten – auch Naxaliten genannt – in Indien ein. Er will auf subjektive Weise von einem links-solidarischen, aber auch kritischen, Standpunkt aus diese kommunistisch geprägten Aufstände in einem anderen Licht darstellen, als es die indischen und europäischen Medien machen. Dabei erwähnt er, dass eben die Adivasi, Dalits und landlose Bauern, welche eine lange Geschichte von Ausnutzung und Ungleichheit hinter sich haben, am offensten für die Ideologien der Maoisten waren und ihnen viel Sympathie und Beistand entgegen brachten, die mit viel Respekt und Hilfe von den Naxaliten erwidert wurde.

Der Autor fängt in den 60er Jahren in Naxalbari in Westbengalen an, wo die ersten Maoistenaufstände und die ersten Morde an reichen Landbesitzern stattfanden. Er erwähnt nur nebenbei schon bestehende Bauern- und Adivasiaufstände während der Kolonialzeit. Die schnell niedergeschlagenen

Aktivitäten in Westbengalen breiteten sich dann nach Bihar und das spätere Jharkhand, Andra Pradesh und Telangana und Chattisgarh, wo sie heute noch am aktivsten sind, aus. Er beschreibt alle wichtigen Ereignisse und Gewalttaten in der Geschichte der Maoisten, sowie die Gewalttaten der Regierung und versucht den Lesern klar zu machen, dass diese Militia nicht nur unorganisierte Waldbewohner oder Terroristen sind, sondern viel Einfluss in ihren Gebieten haben und die Lebensumstände dort auch verbessern. Der Autor kritisiert alle unnötigen Gewaltakte, welche unschuldige Menschen getroffen haben, aber nicht die Morde an den skrupellosen Landlords. Als Bonus beschreibt er noch im letzten Kapitel die politische Entwicklung in Nepal, die auch aus der Naxalbaribewegung entsprungen ist. Das Buch liest sich als akademisches Geschichtsbuch und kann sich daher oft wiederholen, ist aber sehr schnell durchgelesen. Es ist sehr interessant, diese kommunistische Bewegung von dieser Seite kennenzulernen und alle Verbindungen in Südasien zu erkennen. Auf jeden Fall eine Empfehlung für alle unsere Leser, welche schon immer von den Naxaliten oder Maoisten in Indien gehört haben, und nicht so genau wussten, wer das überhaupt ist. Wenn Sie daran interessiert sind es auszuleihen, melden sie sich bei uns unter sensibilisation@aein.lu.

Bleiben Sie gesund.

Jeff Donckel

Aide à l'Enfance de l'Inde et du Népal a.s.b.l.

compte CCPL LU03 1111 0367 5084 0000
compte BILL LU47 0024 1016 2230 0000

bureau: 8, bvd Pershing

L-2323 Luxembourg

tél.: 47 21 55

fax: 26 201 256

email: info@aein.lu

homepage: www.aein.lu

Le bulletin d'AEIN paraît au moins 4 fois par
an.

Édité par: Aide à l'Enfance de l'Inde et du
Népal a.s.b.l.

Imprimé par: Imprimerie Schlimé

PERIODIQUE

Post
LUXEMBOURG

Envois non distribuables à retourner à:
L-3290 BETTEMBOURG

PORT PAYÉ
PS/310

Faites un don en 6 secondes grâce
à votre app mobile DIGICASH

#1

Scannez ce QR Code
DIGICASH



#2

Indiquez le montant
de votre don

#3

Validez avec votre
empreinte digitale
ou votre code PIN

www.digicash.lu



Vos dons ou vos ordres permanents sur le compte de
notre association sont déductibles de votre revenu
imposable si le total de vos dons à des associations reconnues
atteint au moins 120 EURO par année d'imposition et si vous
joignez une copie de chaque virement ou versement à votre
déclaration d'impôts.